



Recherche et Gestion des Savoirs
RGS/AGC

Kaléidoscope

Revue mensuelle des publications sur le développement

Numéro 14 - Mai 2004

Editorial

Atelier de l'OMT à Cotonou (19-21 mai 2004) : développement durable du tourisme et réduction de la pauvreté

Le tourisme représente partout dans le monde une force économique majeure. Composante essentielle des exportations de services dans de nombreux pays, le tourisme international peut produire des revenus importants susceptibles de servir la lutte contre la pauvreté, notamment en Afrique. À condition d'être géré de façon satisfaisante, le tourisme peut aussi être un moyen très utile pour protéger l'environnement en donnant une valeur économique au patrimoine culturel, en créant des emplois et en apportant des devises.

Conformément aux objectifs de développement du Millénaire adoptés par les Nations unies, la réduction de la pauvreté est une priorité du programme de travail de l'Organisation mondiale du tourisme. L'initiative ST-EP (Sustainable-Eliminating Poverty) a été tout particulièrement conçue pour relever cet immense défi et le Programme spécial de l'OMT pour l'Afrique subsaharienne axe ses domaines d'action sur la réduction de la pauvreté.

Dans ce contexte, l'OMT organise à Cotonou au Bénin du 19 au 21 mai un séminaire-atelier sur le « développement durable du tourisme et la réduction de la pauvreté ». Ce séminaire est destiné aux cadres de l'administration du tourisme des Etats membres de l'Afrique de l'ouest et centrale, aux tours opérateurs et agences de voyages, aux associations nationales de l'hôtellerie et aux ONG concernées par le tourisme.

Le programme de ce séminaire s'articulera autour des thèmes suivants :

- Concepts, moyens et méthodologies relatifs à la contribution du tourisme et à la réduction de la pauvreté.
- Moyens de faire bénéficier les plus pauvres du développement touristique.
- Méthodologies pour la réduction de la pauvreté par le tourisme dans la définition de projets.
- Exemples et cas d'espèces relatifs à la contribution du tourisme et à la réduction de la pauvreté.

Sur la base du rapport intitulé « Tourisme et réduction de la pauvreté, recommandations pour l'action », publié par l'OMT en mars dernier, ce séminaire vise à définir les différentes façons dont cette activité peut avoir une influence sur la pauvreté et des démarches pratiques permettant d'étendre les bienfaits du tourisme dans les communautés démunies. En effet, le développement du tourisme ne pourra améliorer la situation des pays de cette zone que si tous les acteurs veillent à orienter les bénéfices de cette branche d'activité vers les populations qui en ont le plus besoin. CHS / BN

<http://www.world-tourism.org/regionallafrica/francais/menu.htm>

Dans ce numéro

L'EAU

Stratégie du secteur des ressources en eau
Scénario extrême d'un changement
climatique
Hydroagriculture
Agenda

LA TERRE

Nouveaux chemins de l'énergie
Plan d'action pour la conservation et la
gestion des forêts tropicales
Marchés de droits et environnement
Agenda

LES HOMMES

Mondialisation et ses ennemis
Doit mieux faire
Mali, un front contre la faim
Agenda

LES ORGANISATIONS

La très petite entreprise
Mondialisation et recomposition du capital
Délocalisation, une « destruction créatrice ? »
Agenda

DROIT, REGULATION

L'UE dans la lutte contre le blanchiment
Revenus miniers, pétroliers, gaziers et
transparence
La Méditerranée, une chance pour l'Europe
Agenda

GEOGRAPHIES

Jordanie, le royaume frontière
Rapport sur les relations franco-haïtiennes
Jordanie-Irak, un passage étroit
Agenda

Sources

L'EAU

➤ L'ouvrage

Water Resources Sector Strategy : Strategic Directions for World Bank Engagement - Stratégie du secteur des ressources en eau : les directions stratégiques de l'engagement de la Banque mondiale - BANQUE MONDIALE, 2004 - 84 p. - Cote U3.158

Cet ouvrage porte sur la manière d'améliorer le développement et la gestion des ressources en eau. Il présente les principes qui rapprochent la gestion de la ressource aux secteurs spécifiques d'utilisation de l'eau, tels que l'assainissement, l'irrigation et le drainage et l'hydroélectricité. Il insiste sur les pratiques que la Banque Mondiale doit améliorer et pose que le principal défi à la gestion n'est pas d'avoir une vision de la gestion intégrée des ressources en eau, mais plutôt de privilégier une approche "pragmatique, mais de principe". Les stratégies commerciales pour les secteurs spécifiques d'utilisation de l'eau sont déterminées principalement dans le cadre des stratégies de ces secteurs. La demande d'un plus grand engagement de la Banque Mondiale dans l'approvisionnement en eau, l'irrigation, et l'hydroélectricité est forte et croissante, tandis que l'eau devient plus rare, la qualité baisse et les préoccupations environnementales et sociales augmentent. Il est rappelé pour mémoire qu'au cours de la dernière décennie, les concours pour les ressources et le développement de l'eau s'élevaient à environ 16% de la totalité des prêts de la Banque Mondiale.

➤ Le rapport web

An Abrupt Climate Change Scenario and its Implications for United States Security - Un scénario extrême d'un changement climatique et ses implications pour la sécurité des USA - Schwartz, P. ; Randall, D. - UNITED STATES DEPARTMENT OF DEFENSE, 2004 - 23 p.

Ce rapport, commandité par le Pentagone, prévient qu'un changement brutal du climat dans les 20 prochaines années, pourrait aboutir à une catastrophe mondiale qui aurait des conséquences sur des millions de personnes en provoquant des désastres naturels et des guerres pour l'alimentation et l'accès à l'eau et à l'énergie. Ce rapport, d'octobre 2003, n'a été mis à la disposition du public que lorsqu'un journal britannique, "The Observer", a pu se le procurer en février dernier. Les défenseurs de l'environnement espèrent que sa publication amènera enfin l'administration américaine à prendre au sérieux la menace sur le changement climatique. Les scénarios développés évoquent une gigantesque sécheresse à partir de 2010 qui pourrait durer au moins une décennie dans les principales régions du Sud de la Chine et de l'Europe du Nord. En conséquence, des typhons persistants et la montée du niveau des eaux pourraient provoquer une érosion côtière importante, contaminant les sources d'eau douce intérieures et provoquant un déficit important d'eau potable. L'émigration massive des populations qui en résulterait provoquerait une tension sévère en Chine, en Inde et au Pakistan, à savoir des puissances nucléaires partageant des fleuves internationaux.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/508.pdf>

➤ L'article

*Hydroagriculture - AFRIQUE AGRICULTURE - avril 2004 - pp. 19-40
Cote COLL*

Ce numéro défend qu'en l'absence de ressources disponibles nouvelles, l'augmentation de la consommation d'eau à usage agricole conduit à passer à une logique stricte de gestion de la demande. Les articles tentent de montrer les problèmes particuliers auxquels sont confrontés les pays du Maghreb dans le domaine de l'hydroagriculture à partir des thèmes suivants : rationalisation, responsabilisation, nouveaux défis pour une gestion durable de l'eau d'irrigation ; les bailleurs de fonds estiment que les structures locales et les usagers doivent conquérir leur autonomie ; du périmètre irrigué au bassin versant ; comment le paysannat peut-il accéder aux techniques d'irrigation sous pression ? Maroc, gagner la bataille de l'eau ; équipements : les installateurs débattent des meilleurs systèmes.

➤ L'agenda

- *Euromed 2004 : stratégies pour la désalinisation de l'eau dans les pays du sud de la méditerranée - Union européenne, IWA, UNESCO, ONEP, 30 mai-2 juin 2004, Marrakech, Maroc*
- *Conférence internationale sur la gestion de la demande en eau – Ministère jordanien de l'eau et de l'irrigation, 30 mai-3 juin 2004, Amman, Jordanie*
- *5^{ème} conférence internationale sur les techniques et stratégies durables pour la gestion des eaux urbaines par temps de pluie – IWA, AGHTM, Agences de l'eau, 6-10 juin 2004, Lyon, France*

LA TERRE

➤ L'ouvrage

Les nouveaux chemins de l'énergie – ALPHARES, 2003 - 400 p. – Cote N1.057

Dans cet ouvrage, 27 experts et acteurs du secteur de l'énergie s'expriment chacun à leur manière sur ce domaine éminemment politique. Les contributions couvrent les sujets d'actualité suivants : comment relancer les politiques de maîtrise de l'énergie ; comment renforcer le développement des énergies renouvelables ; quelle est la bonne place du nucléaire ; comment gérer au mieux les déchets nucléaires et rendre impossible la prolifération ; quel est l'impact sur l'environnement du charbon ; quelles sont les conséquences de la montée en puissance du gaz naturel ; quelles sont les difficultés dans la mise en place d'une politique de lutte contre le changement climatique ? L'ouverture des marchés, l'accroissement de la concurrence, l'apparition d'acteurs et de métiers nouveaux, l'organisation de la régulation à l'échelon national et européen sont également analysés. L'opinion publique et la place du politique dans sa formation sont analysées, car au-delà des techniques, les choix énergétiques constituent, selon les auteurs, des choix de société.

➤ Le rapport web

Un plan d'action gouvernemental pour la conservation et la gestion durable des forêts tropicales - MINISTERE DE L'ECOLOGIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE, avril 2004 - 10 p.

Le ministre de l'Ecologie et du Développement durable a présenté, lors du Conseil des ministres du 7 avril 2004, une communication sur le plan d'action gouvernemental pour la conservation et la gestion durable des forêts tropicales. Le rapport aborde le problème de la préservation des forêts tropicales françaises. Deux nouveaux parcs nationaux abritant des forêts tropicales seront établis : le parc national des Hauts de l'île de la Réunion et le parc national du massif forestier du plateau des Guyanes. La gestion de la forêt guyanaise sera facilitée par l'adaptation du code forestier au cadre spécifique de la Guyane, avant la fin de l'année 2004, par voie d'ordonnance. Il formule ensuite des recommandations pour l'évaluation de la coopération avec les pays exportateurs de bois tropicaux. Ainsi, la France renforcera ses actions de coopération en faveur de la conservation des milieux naturels remarquables, pour enrayer le déclin des forêts tropicales jugées essentielles au maintien de la biodiversité et à l'équilibre climatique de la planète. Enfin, ce rapport recommande de renforcer la lutte contre l'importation de bois exploité de façon illégale.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/507.pdf>

➤ L'article

Marchés de droits et environnement - REVUE TIERS MONDE - n°177 janvier-mars 2004 - 238 p.

"Marchés de droits", "appropriation du vivant", "Droits de propriété", autant d'expressions de plus en plus employées. Informer les scientifiques et les politiques des pays en développement a été la motivation première de ce numéro dont les articles tentent de répondre à ces questions tout en développant un discours critique sur les marchés comme sur le droit : les marchés de droit pour la gestion de l'environnement; le propriétaire, l'exploitant, le salarié et l'exclu : les conséquences sociales de la gestion des pêches par des systèmes de marchés de droits ; privatiser pour conserver - petits arrangements de la nouvelle économie des ressources avec la réalité ; comment intégrer les pays en développement dans des politiques climatiques fondées sur un système de quotas d'émissions ; biodiversité et ressources génétiques : la difficulté de la constitution d'un régime international hybride ; gestion durable des forêts et incitations directes à la conservation de la biodiversité ; marchés de droits et Marché du Droit.

➤ L'agenda

- 4^{ème} Forum des Nations unies sur les forêts – ONFF, 3-14 mai 2004, Genève, Suisse
- Gouverner les villes du Sud – Défis pour la recherche et pour l'action – UNESCO, 5-7 mai 2004, Paris, France
- Séminaire international : accès à l'énergie et lutte contre la pauvreté – ADEME, GRET, RIED, 8-10 mai 2004, Ouagadougou, Burkina Faso
- Salon international de l'énergie éolienne – EWEA, AWEA, 11-14 mai 2004, Hambourg, Allemagne
- Séminaire-atelier sur le développement durable du Tourisme et la réduction de la pauvreté OMT, 17 mai 2004, Cotonou, Bénin
- Journée internationale de la biodiversité, 22 mai 2004
- Conférence internationale sur les énergies renouvelables – Gouvernement allemand, 1-4 juin 2004, Bonn, Allemagne

LES HOMMES

➤ L'ouvrage

La mondialisation et ses ennemis - Cohen, D. – GRASSET, 2004 – 263 p. - Cote E1.057

L'ouvrage défend la thèse selon laquelle les ennemis de la mondialisation se recrutent aujourd'hui dans deux camps que tout oppose : d'un côté, ceux surnommés les "mollahs" qui résistent contre "l'occidentalisation du monde" ; de l'autre, les ennemis du capitalisme, qui luttent contre l'exploitation des peuples par le grand capital. Le premier groupe armerait la guerre des civilisations, le second la lutte des classes planétaires. Malgré leurs différences, ces deux camps se retrouveraient dans l'idée que la mondialisation impose un modèle dont les peuples ne veulent pas. Le propos de l'ouvrage est que la vérité est inverse : la mondialisation ferait ainsi voir aux peuples un monde qui bouleverse leurs attentes ; le drame est qu'elle se révèle entièrement incapable de les réaliser. Ainsi, selon l'auteur, ce serait parce qu'elle n'advient pas, et non parce qu'elle est déjà advenue que la mondialisation aiguise les frustrations.

➤ Le rapport web

Doit mieux faire – OXFAM, 2003 - 48 p.

Dans ce rapport, l'ONG britannique propose une estimation des résultats qui seraient obtenus si les promesses faites par les dirigeants de 22 pays riches de fournir l'aide nécessaire pour que tous les enfants aient accès à l'éducation étaient honorées. En effet selon OXFAM, les dirigeants des pays en voie de développement sont souvent soumis à toutes sortes d'objectifs et de critères établis par les pays riches. Décidant d'inverser les rôles, l'ONG a rédigé un "bulletin scolaire" sur l'aide des pays riches à l'éducation de base. Il en ressort que le niveau général de la plupart des pays riches est catastrophique et que le contraste entre discours et réalité reste stupéfiant. Ce rapport souligne notamment que cette décennie est celle où l'aide a décliné, l'allègement de la dette a été reporté et où les pays donateurs n'ont pas réussi à s'allier avec les pays pauvres (ni même entre eux) dans un cadre mondial correctement financé pour s'attaquer à la crise du financement de l'éducation.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/503.pdf>

➤ L'article

Mali : un front contre la faim - FAIM ET DEVELOPPEMENT MAGAZINE - n°193 - 2004/03 - pp. 4-8

Le Sahel est-il condamné à la faim ? Sur le terrain, une autre réalité se dévoile : la bataille pour l'alimentation est engagée sur tous les fronts, non sans succès. Mais le climat, le contexte international et surtout la pauvreté fragilisent les efforts des paysans. Ceux-ci restent, malgré des améliorations, fragiles et récents car ils restent tributaires des deux principaux produits d'exportation, l'or et le coton, ainsi que des revenus envoyés par les quelque 4 millions de maliens vivant à l'extérieur. Dans ce pays à dominante agricole, les industries de transformation sont rares, handicapées par le coût élevé des facteurs de production (électricité, eau). L'année 2003 fut néanmoins celle de l'embellie cotonnière. Le Mali a pleinement profité du redressement des cours en devenant le premier producteur africain et en mettant en œuvre quelques programmes d'infrastructures de base.

➤ L'agenda

- « *Problématiques de l'éducation dans le champ de la santé* » - AFEC – Réseau de chercheurs en éducation et santé, 17 mai 2004, Lille, France
- 57^{me} assemblée mondiale de la santé - Organe directeur de l'OMS, 17-24 mai 2004, Genève, Suisse
- *Reducing Poverty, Sustaining Growth (réduire la pauvreté, soutenir la croissance)* - Banque mondiale, 25-27 mai 2004, Shanghaï, Chine
- 92^{me} session de la Conférence internationale du Travail – OIT, 1-17 juin 2004, Genève, Suisse
- 15^{me} Conférence internationale sur le VIH/sida - International AIDS Society - Ministère de la Santé publique de Thaïlande – ONUSIDA, 11-16 juin 2004, Bangkok, Thaïlande
- *Gender Equity & Micro Enterprise Development* - 7^{me} atelier international sur la parité et le financement des micro-entreprises – IDMAT, 30 mai-5 juin 2004, Maurice

LES ORGANISATIONS

➤ L'ouvrage

La très petite entreprise - Promouvoir un acte essentiel des économies en développement - Haut Conseil de la Coopération Internationale avec le soutien de l'AFD - 2004 - 182 p. - Cote E2.167

La très petite entreprise, unité de base de la plupart des économies en développement, revêt plusieurs formes, allant des activités informelles dans le secteur commercial ou artisanal à la micro-entreprise employant plusieurs personnes. Sa promotion est une composante essentielle du développement économique et social. Pourtant, les politiques de développement et de coopération s'en sont assez peu préoccupés jusqu'à une période récente. Dans cet ouvrage, l'auteur souligne quel est le rôle exact de la très petite entreprise dans le développement ? Quels sont ses modes de financement ? Puis il s'interroge afin de savoir comment intégrer sa promotion dans les politiques de développement ? Cet ouvrage, issu d'un séminaire sur "La très petite entreprise et le développement" organisé en mai 2002 à Paris par les principaux acteurs français du développement, présente les caractéristiques de cette économie, le plus souvent souterraine, son rôle réel dans le développement économique ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour la soutenir.

➤ Le rapport web

Mondialisation et recomposition du capital des entreprises européennes Dietsch, M. - Commissariat général du plan - La Documentation française, 2004 -176 p.

Au cours de la dernière décennie, la part des non-résidents dans le capital des sociétés françaises a augmenté de façon sensible, et ce phénomène a été observé dans la plupart des autres pays européens. Le marché européen est devenu l'espace de référence pour les entreprises françaises. En même temps, les grandes entreprises françaises ont fortement investi aux Etats-Unis et en Asie, en finançant de plus en plus leur expansion grâce à des capitaux provenant d'investisseurs étrangers, soit par échange d'actions, soit par émission d'obligations privées. Le groupe de travail " Mondialisation et recomposition du capital des entreprises européennes " du Plan avait pour mandat de dresser un état des lieux de ces phénomènes, d'examiner dans quelle mesure la restructuration des sociétés s'opère sur des bases européennes et conduit à la constitution de groupes ayant un ancrage en Europe. Le groupe devait également évaluer les potentialités du pôle européen dans la mondialisation et identifier les obstacles à la consolidation de ce pôle.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/447.pdf>

➤ L'article

Délocalisation : une « destruction créatrice ? » - SOCIETAL - n°44 – 2ème trimestre 2004 - 6p.

Le thème des délocalisations et de la désindustrialisation occupe le débat public, non seulement en France, mais aussi aux Etats-Unis où il figure en bonne place dans la campagne électorale en cours. Selon l'auteur, les délocalisations ne sont qu'un des aspects de la fragmentation croissante des processus de production au sein de réseaux mondiaux qui juxtaposent filiales de grands groupes et partenaires indépendants. Elles ne sont en effet pas forcément synonymes de désindustrialisation, et les nations qui en sont " victimes " peuvent en faire un levier de compétitivité, à condition d'organiser et de faciliter la mobilité des facteurs dans leurs propres systèmes productifs.

➤ L'agenda

- Cérémonie officielle de l'élargissement de l'UE à 25 pays, 1^{er} mai 2004
- Conférence annuelle de la banque sur l'économie de développement, ABCDE-Europe, 10-11 mai 2004, Bruxelles, Belgique
- Le « bien-être des Nations » - OCDE Forum 2004, 12-13 mai 2004, Paris, France
- Quinzaine du commerce équitable, 12-17 mai 2004, France
- 37^{ème} rencontre annuelle du Conseil des gouverneurs – Banque asiatique de développement, 15-17 mai 2004, Corée
- Symposium public de l'OMC sur le programme du développement de Doha : le multilatéralisme à la croisée des chemins, 25-27 mai 2004, Genève, Suisse
- Examen de l'aide de la France par ses pairs – OCDE, CAD, 26 mai 2004, Paris, France

DROIT, REGULATION➤ **L'ouvrage**

L'Union européenne dans la lutte contre le blanchiment d'argent : entre intérêts nationaux et intérêts communautaires - Mani, M. - L'HARMATTAN - ENTREPRISES & MANAGEMENT, 2003 - 245 p. - Cote E3.J11

Depuis une vingtaine d'années, on assiste à une prise de conscience des dangers que le blanchiment fait peser sur les économies nationales et sur les Etats de droit qui les ont bâties. Face à ce fléau, les réponses internationales ne se sont pas fait attendre, notamment au sein de l'Union européenne qui a un rôle majeur à cet égard. Sont-elles efficaces pour autant ? Ce livre, très documenté, tente de répondre à une question qui dérange : qui aujourd'hui a intérêt à lutter efficacement contre le blanchiment de capitaux ? Quelle est la marge de manœuvre réelle des Etats dans un espace économique et politique globalisé ? Au terme d'une analyse pointilleuse et documentée, enrichie par des informations puisées à la source, l'auteur parvient à cette conclusion suivante : "l'attitude ambiguë qu'entretiennent les pays membres de l'Union avec les paradis fiscaux et les centres offshore constitue un frein important à l'amélioration des résultats de la lutte européenne et mondiale contre le blanchiment". Selon lui, les principaux obstacles à la lutte contre le blanchiment d'argent sont politiques et les discours officiels ne servent qu'à dissimuler cette évidence.

➤ **Le rapport web**

Time for Transparency, Coming Clean on Oil Mining and Gas Revenues - L'heure est à la transparence pour les revenus miniers, pétroliers et gaziers - GLOBAL WITNESS, 2004 - 92 p.

L'ONG britannique "Global Witness" a rendu public un rapport d'enquête sur la dilapidation des rentes tirées de leurs sous-sols dans cinq pays : le Congo-Brazzaville, l'Angola, la Guinée équatoriale ainsi que le Kazakhstan et le micro-Etat de Nauru, dans le Pacifique sud. Ce rapport dresse l'inventaire des pratiques de corruption. Il estime que la démarche volontaire, telle que prévue dans l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) du gouvernement britannique, ou par le G8, ne parvient pas à briser ce qui est considéré comme un "pacte de connivence" entre les compagnies étrangères et les pouvoirs locaux. Instruit par des mésaventures comme celle que BP a connue en 2001 en Angola, où la compagnie britannique a subi les foudres des autorités de Luanda pour avoir voulu rendre publique la rente pétrolière qu'elle leur versait, Global Witness réclame aujourd'hui "qu'il devienne obligatoire pour les sociétés de publier leurs versements aux Etats par la voie législative, la réglementation boursière et des normes comptables". L'ONG estime que "cela coûterait peu, protégerait la réputation des sociétés et créerait un environnement concurrentiel plus juste".

<http://www.globalwitness.org/reports/show.php?len.00049.html>

➤ **L'article**

La Méditerranée, une chance pour l'Europe - Guigou, J. L. - SOCIETAL - n° 44 - 2ème trimestre 2004 - pp. 48-51

Le partenariat euro-méditerranéen est depuis longtemps à l'ordre du jour, mais il n'a guère avancé dans les faits. Il y a pourtant urgence : les tensions risquent de s'aggraver dans les pays du sud de la Méditerranée, et - à l'heure où l'administration américaine avance ses projets pour le "grand Moyen-Orient" - l'Europe a tout intérêt à organiser dans un cadre cohérent des relations et des échanges qui se développeront de toute façon. Les propositions de la Commission, fondées sur une approche contractuelle qui tient compte des progrès économiques et politiques réalisés par les partenaires du Sud, montrent la voie à suivre.

➤ **L'agenda**

- *Congrès de fondation de l'Organisation « Cités et gouvernements locaux unis » organisé par l'IULA, 2-5 mai 2004, Paris, France*
- *Réunion des experts gouvernementaux devant examiner les documents issus de la Conférence africaine de Pretoria sur les élections, la démocratie et la bonne gouvernance, 15-18 mai 2004, Bata, Guinée Equatoriale*
- *Forum économique mondial 2004 - BOI, 15-18 mai 2004, Amman, Jordanie*
- *Sommet du G8, Gouvernement américain, 8-10 juin 2004, Sea Island, Géorgie, USA*
- *11^{ème} Conférence des Nations unies sur le commerce et le Développement - CNUCED, 13-18 juin 2004, Sao Paulo, Brésil*

GEOGRAPHIES

➤ L'ouvrage

Jordanie : le royaume frontière - Boco, R. ; Chatelard, G. - SEUIL, 2001 - 201 p. - Cote PJO.004

Cet ouvrage est une monographie sur la Jordanie. Royaume artificiel né des caprices coloniaux, territoire de nomades, zone de passage aux marges de la grande histoire islamique, Etat tampon, sans tradition urbaine... De cet apparent "non-lieu", quelques images mythiques y surgissent pourtant avec la cité rose de Pétra, les forteresses des Croisés, les "immortels bédouins" à la fois farouches et hospitaliers, les Palestiniens revendicateurs et brimés par l'ancien "petit roi". Selon l'auteur, si l'on ne peut douter que la Jordanie soit une "invention coloniale", cela ne suffit pas à prédire la fin d'un pays somme toute assez prospère, doté d'un régime qui n'en finit pas de durer. Au total, cet ouvrage nous fait découvrir comment ce pays a su se construire en s'affirmant par ce qu'il est, c'est-à-dire dans ses polarités et ses fractures, dans l'élaboration de son histoire et de son image.

➤ Le rapport web

Rapport au ministre des Affaires étrangères du Comité indépendant de réflexion et de propositions sur les relations franco-haïtiennes - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, 2004 - 104 p.

Ce rapport concerne le devenir des relations franco-haïtiennes. Après avoir évoqué l'historique de ces relations, le rapport propose une analyse de la situation politique, économique, culturelle et religieuse de Haïti. Il émet vingt et une propositions concernant l'aide française et internationale à apporter à ce pays en matière de diplomatie, sécurité, état de droit, institutions, économie, coopération, éducation et culture. Il préconise la création d'un fonds d'investissement spécial pour des partenariats entre les secteurs privés français et haïtiens, notamment dans les domaines des infrastructures du transport aérien, des télécommunications, de l'électricité et de l'eau. Il souligne l'intérêt de l'implantation d'une agence de banque française à Port-au-Prince ainsi qu'un éventuel retour des bureaux de l'AFD, actuellement délocalisés à Saint-Domingue.

http://www.france.diplomatie.fr/actual/pdf/rapport_haiti.pdf

➤ L'article

Jordanie-Irak : un passage étroit - LE MOCI - n°1648 - 2004/04 - pp. 22-37

La Jordanie et l'Irak doivent renégocier des transitions difficiles. Pour la Jordanie, il s'agit de gérer la perte de débouchés sur le marché irakien et surtout son approvisionnement privilégié en pétrole. Quant à l'Irak, en plein tumulte, tout le monde attend le passage des responsabilités au gouvernement intérimaire. En compensation des effets de la guerre en Irak, la Jordanie a reçu une généreuse manne financière ainsi que des soutiens indirects des Etats-Unis, son premier bailleur de fonds. L'aide européenne s'inscrit, pour sa part, dans des programmes pluriannuels. Parallèlement, certains pays, tels le Japon, l'Allemagne, la France, agissent en leur propre nom. Les principaux groupes français y sont actifs, notamment dans les secteurs des télécoms, de l'eau et du ciment et leur nombre s'est accru récemment grâce aux privatisations. En revanche, le commerce courant, qui emploie une grande partie de la population active, a du mal à se développer.

➤ L'agenda

- Séminaire « Madagascar : les opportunités du marché », Ubifrance, 11 mai 2004, Paris, France
- Conférence sur la sécurité alimentaire dans la région Asie-Pacifique - FAO/OMS, 24-27 mai 2004, Seremba, Malaisie
- Journée mondiale de l'Afrique, 25 mai 2004
- Sommet économique africain 2004 - Forum Economique Mondial, 2-4 juin 2004, Maputo, Mozambique

Cette revue mensuelle des publications sur le développement prend le relais de Pressedoc, synthèse hebdomadaire d'informations externes du groupe de l'AFD dont la parution a été arrêtée en décembre 2002. Elle a pour ambition de donner, chaque mois de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle mettra chaque mois l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos ■ *Africa confidential* ■ *African business magazine* ■ *African review of money finance and banking* ■ *Afrique agriculture* ■ *Afrique éducation* ■ *Aghrymet* ■ *Bulletin Alter-agri* ■ *Alternatives économiques* ■ *Alternatives internationales* ■ *Arabies* ■ *Archimède et Léonard* ■ *Les carnets de l'Aitec* ■ *Ashgate* ■ *Assexport* ■ *Autrepart* ■ *Aventure au XXème siècle* ■ *Banque magazine* ■ *Bois et forêts des tropiques* ■ *Bulletin de l'Union européenne* ■ *Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria* ■ *Bulletin du club du Sahel* ■ *Bulletin du Conseil général du Gref* ■ *Bulletin du Fmi* ■ *Bulletin du Parlement européen* ■ *Bulletin économie solidaire Ires* ■ *Bulletin Medcoop* ■ *Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse* ■ *Bulletin Objectif Terre* ■ *Bulletin officiel de la Banque de France* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom)* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom)* ■ *Bulletin tropical Cahiers/agriculture* ■ *Les Cahiers de l'Ifri* ■ *Les Cahiers de l'Outre-mer* ■ *Les Cahiers d'études et de recherches francophones* ■ *Cambridge Journal of Economies* ■ *Choix* ■ *La chronique Amnesty International* ■ *Commerce international du bois* ■ *Le Courrier de la planète* ■ *Le Courrier des Pays de l'est* ■ *Le Courrier du maire* ■ *Critique internationale* ■ *Déchets, sciences et technique* ■ *Diagoflash* ■ *Dialogue* ■ *Eau potable* ■ *Ecoliers du monde* ■ *Economia* ■ *Economica* ■ *Economie et humanisme* ■ *Economie et prévision* ■ *Economie et sociétés* ■ *Economie et statistique* ■ *Economie internationale* ■ *L'Economie politique* ■ *Economie rurale* ■ *Energie plus environnement et techniques* ■ *L'Environnement magazine, décision environnement* ■ *Revue études* ■ *Les études de la Dgcid* ■ *Etudes foncières* ■ *L'Expansion Management Review* ■ *Eyrolles* ■ *Faim et développement magazine* ■ *Far Eastern Economic Review* ■ *Finances et développement* ■ *Bulletin d'information forêt méditerranéenne* ■ *Forum du commerce international* ■ *Fraternelle* ■ *Fruitrop* ■ *Gafi – bulletin d'informations* ■ *Géopolitique* ■ *Gérer et comprendre - annales des mines* ■ *Grain de sel* ■ *Gret* ■ *L'Harmattan* ■ *Health Policy and Planning* ■ *Hérodote* ■ *Hommes & migrations* ■ *Hydro plus magazine* ■ *Industry and Environment* ■ *Infosuma* ■ *Insee première* ■ *International Rubber Digest* ■ *IRD* ■ *Journal des Communautés européennes* ■ *Journal of African Economies* ■ *Journal of Microfinance* ■ *Khartala* ■ *Lettre Africa Energy Intelligence* ■ *Lettre d'information de l'Adea* ■ *Lettre d'information de l'Eadi* ■ *Lettre de conjoncture Bnp Paribas* ■ *Lettre de la profession bancaire* ■ *Lettre de l'Atibi* ■ *Lettre de l'Isted* ■ *Lettre de l'Océan indien* ■ *Lettre de Profession politique* ■ *Lettre de transparence* ■ *Lettre du blanchiment* ■ *Lettre du Cean* ■ *Lettre du Cepii* ■ *Lettre du Sahel* ■ *Lettre Gereso* ■ *Lettre mensuelle d'Equilibre et populations* ■ *Lettre mensuelle Ieom* ■ *Lettre mensuelle Iedom* ■ *Liaisons énergies francophonie* ■ *Litec* ■ *Maghreb sélection* ■ *Marchés des céréales* ■ *Marchés du riz* ■ *Le Marin* ■ *Middle East Economic Digest* ■ *Mining journal* ■ *Le Moci* ■ *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment* ■ *Nord- Sud Export* ■ *Les Notes bleues de Bercy* ■ *Note de conjoncture de l'Insee* ■ *Notes et études documentaires* ■ *Notes rapides de l'aurif* ■ *Les Nouvelles calédoniennes* ■ *Les Nouvelles d'Addis* ■ *Nouvelles de l'Uit* ■ *Nouvelles du sud* ■ *Nouvelles économiques et financières de Tunisie* ■ *Les Nouvelles de l'Office international de l'eau* ■ *L'Observateur de l'Ocde* ■ *Observations et diagnostics économiques* ■ *Ocde* ■ *Oil World* ■ *Option finance* ■ *Péninsule* ■ *Perspectives de l'alimentation Fao* ■ *Perspectives économiques de l'Ocde* ■ *Pétrole & gaz informations* ■ *Peuples en marche* ■ *Politique africaine* ■ *Politique étrangère* ■ *Problèmes économiques* ■ *Repères émergents* ■ *Revue Cambodge actualités* ■ *Revue d'économie du développement* ■ *Revue d'économie financière* ■ *Revue d'économie industrielle* ■ *Revue d'économie politique* ■ *Revue de la stabilité financière* ■ *Revue des concessions et délégations de service public* ■ *Revue des transports urbains* ■ *Revue des questions humanitaires* ■ *Revue du Trésor* ■ *Revue économique et sociale* ■ *Revue humanitaire* ■ *Revue Tiers monde* ■ *Rice Situation and Outlook Report* ■ *Santé et travail* ■ *Savings and Development Sciences* ■ *Journal sécheresse* ■ *Small Enterprise Development Journal* ■ *Sociétal* ■ *Sugar and sweetener* ■ *Syfia international* ■ *Systèmes solaires* ■ *Techniques financières et développement* ■ *Techniques culturelles simplifiées* ■ *Transports urbains* ■ *Transport international Urbanisme* ■ *Vietnam Investment Review* ■ *Villes en développement* ■ *Vivre autrement* ■ *World Bank Economic Review* ■ *World Bank Research Observer* ■ *World Development* ■ *World Economic and Financial Surveys* ■ *World Economic Outlook*.

Responsable de la rédaction :

Hervé BOUGAULT

Coordination :

Chantal SARALLIER

Bertrand NORA

Réalisation :

Alfred HUC

Monique LAFFAITEUR

Annie LOPEZ PORTZERT

Chantal SARALLIER

Sylvie SCIANCALEPORE

Saisie/mise en page

Francine GILBERT